

GUERRES AU PROCHE-ORIENT • PALESTINE

Israël-Palestine : l'Assemblée générale de l'ONU adopte une déclaration relançant la solution à deux Etats, sans le Hamas

Préparé par la France et l'Arabie saoudite, le texte a été adopté par 142 voix pour, 10 contre – dont Israël et les Etats-Unis – et 12 abstentions. Le document se veut une feuille de route pour les pays qui s'apprêtent à reconnaître l'Etat palestinien, le 22 septembre, à New York.

Par Philippe Ricard

Publié hier à 21h43, modifié à 08h29 · Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



Résultats du vote la solution à deux Etats à la question palestinienne, lors d'une réunion de l'ONU, au siège des Nations unies, à New York, le 12 septembre 2025. ANGELA WEISS/AFP

Un petit pas dans une vaste bataille diplomatique. Vendredi 12 septembre, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté à une solide majorité une « déclaration de New York » censée préparer le terrain à la création d'un Etat palestinien. En dépit de l'opposition frontale d'Israël et des Etats-Unis, le texte a été soutenu par 142 des 193 Etats membres (10 voix contre et 12 abstentions parmi les pays participants au vote). Tandis que la guerre de Gaza, déclenchée par Israël après les attaques terroristes du 7 octobre 2023 perpétrées par le Hamas, dure depuis bientôt deux ans, le document se veut une feuille de route pour les pays qui s'apprêtent – France en tête – à reconnaître l'Etat palestinien, le 22 septembre, à New York. « *Ensemble, c'est un chemin irréversible vers la paix que nous traçons* », a assuré le président de la République, Emmanuel Macron, après le vote.

La déclaration reprend les principaux éléments d'un texte adopté en juillet, lors d'une conférence sur la solution à deux Etats, par 17 pays occidentaux et arabes, dont la France et l'Arabie saoudite, qui copilotent l'initiative. Elle va même plus loin pour insister sur le désarmement du Hamas, et son isolement, alors qu'Israël ne cesse d'affirmer que la reconnaissance annoncée de la Palestine serait « *une récompense* » pour le mouvement islamiste : « *Le Hamas doit cesser d'exercer son autorité sur la bande de Gaza et remettre ses armes à l'Autorité palestinienne, avec le soutien et la collaboration de la communauté internationale, conformément à l'objectif d'un Etat de Palestine souverain et indépendant* », dit le texte. « *Nous condamnons les attaques perpétrées le 7-October par le Hamas contre des civils* », et l'organisation palestinienne « *doit libérer tous les otages* » détenus à Gaza, précise aussi le document.

Outre la mise en place d'un Etat palestinien « *démilitarisé* », la déclaration appelle à soutenir une « *mission de stabilisation* » dans la bande de Gaza, constituée par les pays arabes, voire européens, dans l'objectif d'éviter le maintien des forces israéliennes sur place, lorsque les combats cesseront. Les pays arabes ou à majorité musulmane, comme l'Indonésie, ont soutenu le texte. Au sein de l'Union européenne, seule la Hongrie a voté contre, la République tchèque s'est abstenue, mais l'Allemagne, qui a durci le ton à l'égard d'Israël au fil la guerre de Gaza, a voté pour.

Lire aussi | [Combien de pays reconnaissent l'existence d'un Etat palestinien ?](#)



« *Il s'agit d'un tournant majeur dans la mise en œuvre de la solution à deux Etats, qui démontre le très fort soutien de la communauté internationale pour ce plan de paix* », veut croire la diplomatie française. A ce jour, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, la Belgique, le Portugal et Malte ont l'intention d'emboîter le pas de la France pour reconnaître l'Etat de Palestine.

Mahmoud Abbas en visioconférence

D'autres réfléchissent encore, à l'instar du Japon, de la Corée du Sud, de Singapour et de la Nouvelle-Zélande. Pour ces pays, il s'agit de tenter de préserver la solution à deux Etats, à l'heure où les autorités israéliennes font tout sur le terrain pour la réduire à néant dans la bande de Gaza comme en Cisjordanie. Il s'agit aussi d'isoler l'Etat hébreu, au moment où il privilégie, avec l'appui des Etats-Unis, la poursuite des combats, comme l'ont montré, mardi 9 septembre, les frappes menées au Qatar contre de hauts dirigeants du Hamas chargés de négocier un cessez-le-feu dans la bande de Gaza.

Le 22 septembre, M. Macron devrait présider les débats dans l'enceinte des Nations unies, à New York, avec le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, qui devrait, sauf surprise, intervenir à distance. Le dirigeant de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, devrait lui aussi s'exprimer en visioconférence, en raison du refus des Etats-Unis de lui accorder un visa. Un obstacle que M. Macron n'est pas parvenu à faire lever lors d'une conversation téléphonique avec le président américain, Donald Trump, mercredi 10 septembre dans la soirée.

Lire aussi | [La logique de la reconnaissance de la Palestine](#)



L'administration Trump et l'Etat hébreu multiplient les pressions pour enrayer le mouvement de reconnaissance annoncé. Marco Rubio, le secrétaire d'Etat américain, doit se rendre en Israël, samedi 13 septembre. Les discussions, ont souligné ses services, doivent porter sur « [leur] *engagement à lutter contre les actions anti-israéliennes, notamment la reconnaissance unilatérale d'un Etat palestinien qui récompense le terrorisme du Hamas* ».

En représailles, l'Etat hébreu menace d'annexer une partie de la Cisjordanie, et d'expulser le consul général français de Jérusalem, voire de fermer cette emprise diplomatique. Pas de quoi inciter, toutefois, la France à faire machine arrière.

Philippe Ricard